

Le musée africain subsaharien dans la conscience collective nationale : Entre tolérance et rejet.

Yooul Silvie **MEMEL**

Enseignant-Chercheur

Institut National Supérieur des Arts et
de l'Action Culturelle (INSAAC)

Laboratoire des Politiques culturelles et du Patrimoine
du Centre de Recherche sur les Arts et la Culture (CRAC)

Abidjan - Côte d'Ivoire

silviememel@yahoo.fr

Résumé

Le musée africain subsaharien joue un rôle essentiel dans la préservation et la valorisation du patrimoine culturel des nations postcoloniales. Il constitue un espace symbolique où passé, présent et avenir se rencontrent, particulièrement dans des sociétés en quête de réconciliation avec leur histoire coloniale. Cependant, cette mission est loin d'être unanimement acceptée, et les musées africains subsahariens sont confrontés à des tensions internes et externes qui entravent leur légitimité et leur efficacité. Dès lors, une question se pose : comment ces musées peuvent-ils surmonter les tensions entre tolérance et rejet dans la conscience collective nationale ? D'un côté, ces institutions sont perçues comme des espaces de reconnaissance et d'éducation, essentiels pour rétablir une fierté nationale et promouvoir un récit décolonisé. De l'autre, elles souffrent de critiques sur leur rôle, leur légitimité et leur capacité à répondre aux attentes d'un public hétérogène, souvent tiraillé entre des enjeux identitaires, socio-économiques et mémoriels. Une des raisons principales de ce rejet réside dans les limitations structurelles et financières des musées africains subsahariens : manque de ressources humaines qualifiées, budgets insuffisants et infrastructures héritées de la période coloniale, inadaptées aux besoins contemporains. Cette analyse soulève l'objectif de repositionner les musées africains subsahariens comme des espaces véritablement inclusifs, capables de refléter les aspirations des communautés locales. Pour ce faire, il est crucial de repenser les stratégies de gestion, de modernisation et de médiation culturelle. En dépassant les contraintes matérielles et en renforçant leur ancrage social, ces musées peuvent jouer un rôle clé dans la réconciliation et la construction d'une identité nationale partagée.

Mots clés : Conscience collective, Identité nationale, Musée africain subsaharien, Patrimoine culturel, Tolérance et rejet.

Abstract

The Sub-Saharan African museum plays a key role in preserving and promoting the cultural heritage of postcolonial nations. It serves as a symbolic space where the past, present, and future converge, particularly in societies seeking reconciliation with their colonial history. However, this mission is far from universally accepted, and Sub-Saharan African museums face both internal and external tensions that hinder their legitimacy and effectiveness. A central question arises: how can these museums overcome the tensions between tolerance and rejection in the national collective consciousness? On one hand, these institutions are seen as spaces of recognition and education, essential for restoring national pride and promoting a decolonized narrative. On the other hand, they suffer criticism regarding their role, legitimacy, and ability to meet the expectations of a heterogeneous audience, often caught between identity, socio-economic, and memorial issues. One of the main reasons for this rejection lies in the structural and financial limitations of Sub-Saharan African museums: lack of qualified human resources, insufficient budgets, and colonial-era infrastructures ill-suited to contemporary needs. This analysis aims to reposition Sub-Saharan African museums as truly inclusive spaces capable of reflecting the aspirations of local communities. To achieve this, it is crucial to rethink management, modernization, and cultural mediation strategies. By overcoming material constraints and strengthening their social anchoring, these museums can play a pivotal role in reconciliation and the construction of a shared national identity.

Keywords: Collective consciousness, National identity, Sub-Saharan African museum, Cultural heritage, Tolerance and rejection.

Introduction

Depuis leur création, les musées africains subsahariens incarnent une double ambition : préserver le patrimoine culturel et promouvoir une mémoire collective résiliente face aux fractures de l'histoire coloniale. Ces institutions sont à la fois des témoins du passé et des acteurs dans la redéfinition de l'identité nationale des États postcoloniaux. Pourtant, le rôle et l'impact des musées dans ces sociétés restent profondément ambivalents, oscillant entre espoirs d'inclusion et critiques d'inefficacité. Dans un contexte marqué par des revendications pour la restitution des biens culturels, les musées subsahariens sont confrontés à des défis structurels et conceptuels. Leurs limites en termes de ressources humaines qualifiées, de moyens financiers et d'infrastructures modernes sont bien documentées (Benedict, 1991 ; Ndoro & Wijesuriya, 2015). Par ailleurs, ils font face à des critiques croissantes de la part des populations locales et des diasporas, qui questionnent leur capacité à répondre aux enjeux identitaires, socio-économiques et mémoriels. Cette situation est aggravée par le poids des héritages coloniaux, souvent perceptibles dans les modes de gestion et les approches narratives des collections (Coombes, 1994). La problématique centrale de cet article est donc la suivante : comment les musées africains subsahariens peuvent-ils surmonter les tensions entre tolérance et rejet pour devenir des espaces inclusifs de dialogue et de réconciliation nationale ? Cette question exige une réflexion multidimensionnelle qui explore les tensions entre des attentes hétérogènes des communautés locales et les contraintes structurelles et institutionnelles.

Pour répondre à cette problématique, nous mobilisons des cadres théoriques issus de la muséologie critique et de la sociologie de la mémoire. Aleida Assmann (2011) explore la mémoire culturelle comme un levier pour construire une identité partagée, tandis que Pierre Nora (1984) insiste sur le rôle des *lieux de mémoire* dans la structuration de la conscience collective. Par ailleurs, le concept de *musée postcolonial* développé par Simon Knell (2007) souligne la nécessité pour ces institutions de transcender les narratifs hérités afin de répondre aux attentes contemporaines des publics. Ces approches permettent de questionner non seulement la légitimité des musées africains, mais aussi leurs capacités à réinventer leurs fonctions éducative et sociale. La méthodologie adoptée dans cet article repose sur une analyse qualitative combinant l'étude de cas spécifiques et une revue critique de la littérature. Les musées de Côte d'Ivoire, du Nigeria et du Sénégal sont examinés pour illustrer les dynamiques

régionales. Des entretiens avec des conservateurs, des décideurs politiques et des visiteurs permettent d'intégrer des perspectives variées, enrichissant ainsi la compréhension des défis et opportunités auxquels ces musées sont confrontés. L'article se structure en trois parties. La première explore l'histoire et les défis structurels des musées africains subsahariens. La deuxième analyse les tensions identitaires et mémorielles qui traversent ces institutions, en s'appuyant sur des cadres théoriques. Enfin, la troisième partie propose des stratégies innovantes pour repositionner les musées en tant qu'espaces inclusifs, en mettant l'accent sur la modernisation des infrastructures, la médiation culturelle et le rôle accru des communautés locales. Cette réflexion ouvre des perspectives prometteuses pour revaloriser les musées africains comme des acteurs essentiels dans la réconciliation nationale et la construction d'une mémoire collective partagée. En dépassant les critiques, ces institutions peuvent non seulement renforcer leur légitimité, mais aussi devenir des catalyseurs d'un dialogue intergénérationnel et interculturel.

1. Héritage colonial et défis structurels des musées subsahariens

1.1. Les origines coloniales des musées africains

Les musées africains subsahariens ont émergé durant la période coloniale, souvent créés par les puissances impérialistes pour asseoir leur domination culturelle. Ces institutions étaient non seulement des lieux de collecte et de conservation des objets, mais aussi des espaces de légitimation de la supériorité de l'Occident. Ils servaient à exposer les peuples colonisés à travers un prisme eurocentrique, réduisant souvent leurs cultures à des objets d'étude ou de curiosité. Par la mise en scène des artefacts locaux, les musées participaient à la construction d'une image déformée des sociétés africaines, reléguées au statut de « primitives ». Ainsi, ces musées ont été des outils de diffusion des idéologies coloniales et de renforcement de la hiérarchie raciale et culturelle. Ces musées créés durant la période coloniale, servaient à consolider la suprématie coloniale, en exposant des objets africains dans des musées conçus pour affirmer la prétendue supériorité culturelle et scientifique de l'Occident. Les objets étaient souvent présentés à travers des narrations ethnographiques qui exotisaient les cultures africaines, les plaçant dans un état figé et primitif (Coombes, 1994, pp. 18-25). Par ailleurs, ces musées étaient des instruments de collecte et d'inventaire, où les administrateurs coloniaux et les ethnographes pillaient ou acquéraient des objets dans une logique d'appropriation. Ces pratiques étaient souvent justifiées par l'idée de « sauvegarde » du

patrimoine africain, supposé menacé par l'ignorance locale (Benedict, 1991, pp. 62-65). De plus, ils avaient pour but d'éduquer la population coloniale, en inculquant aux colons européens une perception structurée et hiérarchisée des sociétés africaines, renforçant ainsi les stéréotypes raciaux et culturels (Ndoro & Wijesuriya, 2015, p. 19).

Cette démarche a entraîné la marginalisation des savoirs africains, car les musées coloniaux excluaient systématiquement les interprétations et les savoirs locaux relatifs aux artefacts. Ce processus a déconnecté les objets de leurs significations culturelles et spirituelles d'origine (Assmann, 2011, pp. 123-128). Ces institutions ne se limitaient pas à des espaces d'exposition, mais étaient également des centres actifs de collecte d'objets, accompagnés d'un transfert systématique de ressources culturelles vers les métropoles européennes. Les collections du British Museum et du Musée du quai Branly en témoignent, illustrant cette extraction massive (Coombes, 1994, pp. 47-49).

Les héritages matériels et conceptuels des musées coloniaux continuent de marquer les musées africains subsahariens, malgré les indépendances nationales. Sur le plan physique, de nombreux musées occupent encore des infrastructures héritées de la colonisation, souvent inadaptées aux besoins contemporains de conservation et d'exposition. Ces bâtiments limitent l'innovation muséale et le renouvellement des narrations (Ndoro & Wijesuriya, 2015, pp. 110-115). De plus, les conditions de conservation des objets restent souvent déficientes, exposant ces collections dans des environnements non contrôlés, ce qui accélère leur dégradation en raison d'un manque d'investissement dans les technologies modernes. Les narratifs coloniaux persistent également dans la plupart des musées subsahariens. Ces institutions continuent de reproduire des récits hérités de la muséologie coloniale, qui catégorisent les objets selon des perspectives ethnographiques et non selon leurs contextes culturels d'origine (Knell, 2007, pp. 18-22). L'absence de contextualisation locale reste ainsi un obstacle majeur à la réappropriation des objets par les populations locales, leur rôle social et spirituel dans leurs communautés d'origine étant souvent sous-représenté (Assmann, 2011, pp. 145-148). Parallèlement, la gestion des musées africains demeure souvent centralisée et élitiste, influencée par des paradigmes occidentaux. La formation des professionnels de musées a longtemps été alignée sur les modèles européens, reproduisant ainsi des cadres de gestion inadaptés aux réalités locales (Coombes, 1994, pp. 101-104). Ainsi, les populations locales, bien que premières concernées, sont rarement impliquées

dans la gestion ou la médiation des collections « qui ne leur parlent pas » dans un langage compréhensible.

1.2. Limitations structurelles actuelles

Les musées africains subsahariens, héritiers de contextes coloniaux, doivent aujourd'hui surmonter des limitations structurelles majeures qui freinent leur capacité à jouer un rôle transformateur dans leurs sociétés. Ces contraintes incluent le manque de ressources humaines qualifiées, une insuffisance chronique de financements, et des infrastructures souvent inadaptées.

1.2.1. Manque de ressources humaines qualifiées

La formation muséale professionnelle reste insuffisante dans de nombreux pays africains, limitant la capacité des musées à répondre aux enjeux contemporains. Peu d'universités offrent des programmes spécialisés en muséologie, et ceux qui existent s'inspirent souvent de paradigmes occidentaux peu adaptés aux réalités locales (Ngoro & Wijesuriya, 2015, pp. 112-115). En Côte d'Ivoire, par exemple, l'absence de cursus avancés en conservation du patrimoine entrave le renouvellement des cadres compétents dans ce domaine, exacerbant les défis de gestion et de préservation. Cette situation est renforcée par une fuite des talents, où de nombreux professionnels formés localement ou à l'étranger quittent leurs pays à la recherche de meilleures opportunités internationales. Ceux qui n'ont pas les possibilités de sortir du pays, vont dans d'autres ministères techniques jugés plus prometteurs, toute chose qui entraîne une pénurie d'experts qualifiés dans les musées nationaux, aggravant la dépendance à l'expertise extérieure (Knell, 2007, pp. 21-22). De plus, la faible implication des communautés locales dans la gestion muséale, constitue un autre obstacle majeur. Les musées peinent à inclure les savoirs traditionnels ou à collaborer avec les communautés pour intégrer des interprétations culturelles authentiques, en raison de la rareté de médiateurs culturellement ancrés. Ce manque de liens solides avec les populations locales empêche les musées de véritablement refléter les significations sociales et spirituelles des objets dans leurs contextes originaux (Coombes, 1994, pp. 105-108).

1.2.2. Insuffisance des financements et infrastructures désuètes

La majorité des musées subsahariens sont confrontés à des budgets limités, qui ne couvrent que rarement les besoins essentiels en matière de conservation, de recherche et de médiation culturelle.

Les financements publics, souvent insuffisants, entravent le bon fonctionnement de ces institutions. En Côte d'Ivoire, par exemple, le Musée des Civilisations de Côte d'Ivoire créé en 1942, qui ne disposait pas d'un gros budget de fonctionnement, a vu celui-ci considérablement réduit après la crise postélectorale de 2010, ce qui a limité ses activités et sa capacité à organiser des expositions ou à entretenir ses collections (Memel, 2018, 381p.). En parallèle, les musées africains souffrent d'infrastructures obsolètes, héritées de la période coloniale. Ces bâtiments sont souvent inadaptés aux exigences modernes de conservation des objets, en particulier ceux qui sont sensibles aux variations climatiques. Par exemple, au Musée National du Nigeria, des collections importantes sont exposées à des risques de dégradation en raison de l'absence de contrôle climatique adéquat, ce qui compromet leur préservation à long terme (Nodoro & Wijesuriya, 2015, pp. 115-120). Face à ces défis, les musées africains sont contraints de recourir à des aides extérieures pour organiser des expositions ou moderniser leurs équipements. Ainsi, des projets récents en Côte d'Ivoire, tels que la réhabilitation du Musée des Civilisations, dans le cadre des préparatifs du tambour-parleur Djidji Ayôkwè, ont bénéficié de partenariats avec la France. Cette collaboration met en évidence la dépendance de ces institutions patrimoniales africaines aux financements et aux expertises internationales pour la gestion de leur patrimoine culturel.

1.2.3. Exemples de cas : Côte d'Ivoire, Nigeria, et autres

1. Côte d'Ivoire :

- Le Musée des Civilisations de Côte d'Ivoire, situé à Abidjan, a connu de nombreux défis structurels après le vol de 121 pièces en 2010. L'absence de systèmes de sécurité modernes et le manque d'inventaires des collections ont aggravé la situation.
- Le grand projet national de création du nouveau musée contemporain à Cocody, soutenu par des aides extérieures quataraises, illustre bien la thèse du manque criard de moyens pour les programmes culturels et la dépendance aux financements privés.
- La situation des musées d'intérêt communautaire localisés à l'intérieur du pays et dépendant de l'Etat, est encore plus préoccupante. Pas de budget, pas d'équipements techniques et matériels, infrastructures désuetes, manque de personnel, pas de recyclage pour une mise à niveau des personnels, etc.

2. Nigeria :

- Le National Museum de Lagos, l'une des institutions muséales les plus importantes du Nigeria, souffre d'un manque crucial d'entretien et de modernisation, malgré la richesse de ses collections. Des experts ont souligné que certaines galeries n'ont pas été mises à jour depuis plusieurs décennies, ce qui reflète une inertie institutionnelle préoccupante. Cette stagnation est en partie due à des ressources limitées, tant financières qu'humaines, entravant les efforts de conservation et de renouvellement des expositions. La non-mise à jour des galeries contribue à une expérience muséale dépassée, qui ne répond plus aux attentes contemporaines en matière de présentation et d'interprétation. Le musée peine ainsi à jouer son rôle éducatif et culturel, en raison de ces déficits structurels et institutionnels (Ndoro & Wijesuriya, 2015, pp. 130-133).

3. Burkina Faso :

- Au Musée du Burkina Faso, des défis similaires à ceux du National Museum de Lagos se posent, exacerbés par des pertes de financements à la suite du coup d'État de 2015. Cette instabilité politique a eu des conséquences directes sur la gestion du musée, freinant son développement et sa capacité à maintenir ses activités. Les fonds publics alloués à la culture ont été réduits, affectant la conservation des collections et l'organisation d'expositions. En conséquence, le musée peine à moderniser ses infrastructures et à répondre aux besoins contemporains en matière de muséologie. Ces difficultés ont également limité sa capacité à renforcer son rôle éducatif et à attirer un public plus large.

4. Kenya :

- Bien que le Kenya National Museum ait bénéficié d'un partenariat fructueux avec l'UNESCO, permettant des améliorations notables dans la conservation et l'éducation publique, ce soutien extérieur souligne également une dépendance aux aides internationales pour surmonter les défis internes. En effet, bien que ce partenariat ait permis de moderniser certaines infrastructures et de développer des programmes éducatifs, il révèle également les limites des ressources locales. Le musée reste confronté à des difficultés de financement et à une gestion des ressources

qui dépendent fortement de l'assistance internationale, ce qui soulève des questions sur la durabilité de ces améliorations à long terme (Knell, 2007, pp. 172-175). Les limitations structurelles actuelles des musées subsahariens entravent leur capacité à remplir leur mission éducative et sociale.

Figure n°1 : Le Musée Charles et Marguerite BIETH d'Abengourou (RCI)



Source : Memel Silvie, 2024

Figure n°2 : La salle d'exposition du Musée de Zaranou (RCI)



Source : Silvie Memel Kassi, 2024

1.3. Pressions internationales et enjeux de restitution

Les musées africains se trouvent aujourd'hui à la croisée des chemins, pris dans des tensions croissantes générées par les pressions internationales et les réalités locales. D'une part, les revendications pour la restitution des biens culturels africains, portées par des mouvements sociaux, des intellectuels et des organisations internationales, créent une attente mondiale pour que les musées européens restituent ces trésors aux pays d'origine. Ces pressions s'accompagnent souvent de discours sur la justice

historique, la souveraineté culturelle et la réparation des spoliations coloniales. D'autre part, les musées africains eux-mêmes sont confrontés à des défis internes qui compliquent leur rôle dans ce processus. Alors que les populations locales et leurs diasporas soutiennent massivement le retour des œuvres, espérant redécouvrir et réintégrer ce patrimoine dans un cadre éducatif et identitaire, les musées africains doivent composer avec des limites institutionnelles : poids politique des décisions et actions limitées, manque de financement, infrastructures inadéquates, et parfois une formation insuffisante du personnel pour gérer, conserver et valoriser ces collections. Ces faiblesses alimentent le discours des musées européens, qui invoquent l'incapacité présumée des institutions africaines à accueillir ces œuvres dans des conditions optimales pour justifier des refus ou des reports de restitution. Ainsi, les musées africains sont pris entre les attentes des populations locales, qui exigent une réappropriation urgente, et les pressions extérieures, qui mettent en doute leur capacité à assumer cette responsabilité. Cette opposition illustre un enjeu central : la restitution ne se limite pas à un simple transfert matériel d'objets, mais implique également une redéfinition du rôle et des moyens des musées africains dans la valorisation de leur patrimoine culturel restitué.

1.3.1. Impact des débats contemporains sur la restitution

- **L'évolution des discours sur la restitution**

Depuis la publication du Rapport Sarr-Savoy en 2018, la question de la restitution des biens culturels africains a pris une dimension majeure dans les débats internationaux. Ce rapport a souligné le caractère inacceptable du maintien des artefacts africains dans des collections européennes, en raison de leur acquisition durant la période coloniale dans des conditions souvent violentes et injustes. Les auteurs ont plaidé pour un retour massif des objets culturels aux pays d'origine, soulignant qu'il s'agit d'une question de justice historique et de reconnaissance des droits culturels des peuples africains. Le rapport a également mis en lumière les lacunes du droit international en matière de restitution et a ouvert la voie à une révision des pratiques muséologiques mondiales. Cette prise de position a donné un élan considérable aux revendications de restitution, incitant les musées à reconsidérer leur rôle et la gestion de leurs collections (Sarr & Savoy, 2018, pp. 18-20).

- **Critiques envers les institutions européennes :**

Les institutions muséales européennes, telles que le British Museum ou le Musée du quai-Branly, sont fréquemment critiquées

pour leur résistance face aux demandes de restitution des artefacts. Ces musées s'appuient souvent sur des arguments juridiques de leurs propres législations - sans tenir compte des conventions de 1970 et 1995 - pour justifier le maintien de ces objets dans leurs collections, affirmant qu'ils sont mieux protégés et préservés dans leurs institutions appelés abusivement « musées universels ». Cependant, de nombreux critiques estiment que ces arguments sont des prétextes pour maintenir un pouvoir symbolique et économique sur le patrimoine des anciennes colonies. Cette attitude suscite une frustration croissante dans les pays africains, où les objets sont perçus comme des éléments vitaux pour la mémoire collective et l'identité culturelle. La persistance de cette résistance alimente des tensions diplomatiques et des critiques contre ce que certains considèrent comme un néocolonialisme muséologique, où les objets culturels sont utilisés pour renforcer l'hégémonie des anciennes puissances coloniales (Bénédicte Savoy, 2018, pp. 30-35).

1.3.2. Coopération internationale et attentes des publics locaux

Depuis le Rapport Sarr-Savoy, plusieurs pays africains ont intensifié leurs demandes de restitution. En effet, ce rapport a lancé une dynamique en appelant à un retour massif des objets détenus par les institutions occidentales, ce qui a suscité des discussions sur le droit international et la gestion des collections, notamment sur la manière dont ces objets doivent être restitués et accueillis dans les pays d'origine (Sarr & Savoy, 2018, pp. 18-20). Le Bénin, le Sénégal, et plus récemment la Côte d'Ivoire, ont été des acteurs majeurs dans cette dynamique. En Côte d'Ivoire, par exemple, le projet de restitution du tambour-parleur *Djidji Ayôkwè*, prévu pour le printemps 2025, est perçu comme un symbole fort de ce mouvement. Cet accord, signé en 2024 entre la France et la Côte d'Ivoire, marque une étape significative dans la reconnaissance des droits culturels du pays. Toutefois, ces retours posent des défis pratiques importants. La gestion logistique des objets, leur transport sécurisé et leur conservation dans des conditions optimales restent des obstacles majeurs. Ces difficultés sont celles que brandissent généralement les musées européens, comme le British Museum ou le Musée du quai Branly - qui font l'objet de critiques persistantes - pour justifier leur résistance à la restitution. Cette situation alimente un sentiment de frustration dans les pays africains, où les objets sont perçus non seulement comme des artefacts culturels mais aussi comme des éléments essentiels de la mémoire collective et de l'identité nationale (Bénédicte Savoy, 2018, pp. 30-35). Cependant, en réponse à ces demandes croissantes, de nouveaux cadres de coopération ont

émergé. Des initiatives bilatérales, telles que celle entre la France et le Bénin, marquée par la restitution des 26 trésors du royaume d'Abomey en 2021 ou la Convention de dépôt à longue durée dans le cas de la Côte d'Ivoire, ont ouvert la voie à d'autres projets similaires. Cette restitution a non seulement permis de renforcer les liens entre ces nations, mais elle a également servi de précédent pour d'autres États africains dans leurs revendications de retour de leurs patrimoines. Parallèlement, des projets régionaux comme ceux portés par la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) jouent un rôle essentiel dans la coordination des demandes de restitution à l'échelle continentale, en établissant des normes et des mécanismes communs pour le rapatriement des objets. En tout état de cause, il ressort clairement que les musées africains doivent préparer leurs infrastructures pour accueillir les biens culturels restitués de manière adéquate, ce qui nécessite des investissements et des formations spécifiques pour gérer et préserver ces objets dans un contexte moderne.

Ainsi, les pressions internationales croissantes et les enjeux complexes autour de la restitution des biens culturels montrent que les musées subsahariens se trouvent à la croisée des chemins. D'un côté, ces demandes renforcent leur rôle dans la réappropriation culturelle, et de l'autre, elles mettent en évidence leurs faiblesses institutionnelles. Ces défis soulignent l'importance de repenser les stratégies de gestion, d'intégration et de conservation des objets restitués tout en tenant compte des réalités locales.

2. Les tensions identitaires et mémorielles : une analyse critique

Bien que les musées, en tant qu'espaces ouverts et inclusifs, jouent un rôle essentiel dans la représentation et la valorisation de la diversité culturelle, ils sont aussi au cœur des tensions identitaires et mémorielles qui traversent les sociétés postcoloniales. En collaborant avec les communautés, ils favorisent l'éducation, le dialogue et la réflexion tout en s'engageant pour la durabilité et l'éthique. Ils deviennent ainsi des acteurs clés pour préserver le patrimoine et renforcer le lien social. Lors de sa 26^{ème} Conférence générale organisée à Prague en 2022, le Conseil International des Musées (ICOM) a jugé nécessaire de renforcer son rôle avec la définition suivante :

« Un musée est une institution permanente, à but non lucratif, au service de la société, qui recherche, collecte, conserve, interprète et expose le patrimoine matériel et immatériel. Ouvert au public, accessible et inclusif, le musée favorise la diversité et la durabilité. Il fonctionne et communique de manière éthique,

professionnelle et avec la participation des communautés, offrant des expériences variées d'éducation, de réflexion et de partage de savoirs ».

Cette définition reflète une vision contemporaine des musées, centrée sur leur rôle social et leur responsabilité envers les enjeux modernes, tels que l'inclusivité, la durabilité et l'éthique. En effet, bien plus que de simples espaces d'exposition, ces institutions jouent un rôle clé dans la construction de la mémoire collective, tout en étant confrontées à des critiques internes et externes concernant leur légitimité, leur rôle et leur capacité à répondre aux aspirations des populations locales.

2.1. Les musées comme espaces de mémoire

2.1.1. *Théorie des lieux de mémoire (Nora, 1984)*

Les musées, selon Pierre Nora (1984, pp. 7-24), sont des "*lieux de mémoire*", des espaces où la mémoire collective se construit, se réinvente et se transmet. En tant qu'institutions qui préservent et exposent des artefacts culturels, ils participent à la construction des récits historiques et identitaires des nations. Pour les sociétés africaines postcoloniales, les musées sont des vecteurs d'un récit historique qui cherche à redéfinir l'identité nationale et à réconcilier le passé colonial avec les réalités contemporaines. Cependant, cette quête de mémoire est entravée par les fractures mémorielles qui découlent de l'histoire coloniale, où une grande partie de la mémoire culturelle a été déracinée, altérée ou effacée. Les objets d'art et les artefacts, souvent exilés dans des musées européens, ont perdu leur contexte originel, ce qui pose la question de leur capacité à rendre hommage aux cultures locales sans reproduire les dominations du passé (Assmann, 2011, pp. 120-125).

2.1.2. *Les musées face aux fractures mémorielles postcoloniales*

Les musées africains subsahariens, en tant que sites de mémoire, doivent composer avec les fractures créées par le colonialisme. La déconnexion entre les communautés locales et les objets exposés est palpable dans de nombreux musées, où des artefacts considérés comme des symboles de résistance ou de spiritualité sont réduits à de simples objets décoratifs ou historiques. Cette situation alimente des tensions internes, entre ceux qui considèrent ces objets comme des trésors nationaux à préserver et ceux qui y voient des reliques de domination coloniale (Coombes, 1994, pp. 180-190). Les défis posés par cette fracture sont également exacerbés par la résistance aux changements muséologiques, en

raison de l'héritage colonial des infrastructures et des modes de gestion des musées, qui ne correspondent pas aux aspirations culturelles et identitaires des populations locales (Nora, 1984, pp. 21-24). Ce rappel mémoriel de la colonisation que renvoient les objets muséaux est confirmé par Chedlia Annabi (2014) qui soutient que :

« En Afrique où la plupart des collections muséales sont un héritage de l'administration coloniale, le musée dans la conscience collective est apparu comme une institution conçue hors du continent et implantée sans étude préalable, dans un environnement ayant ses propres traditions et particularités ».

Cette réflexion de Annabi met en lumière une critique pertinente du rôle des musées en Afrique, hérités du contexte colonial. Cette analyse souligne une réalité historique : les musées, conçus initialement comme des instruments de contrôle et de mise en valeur des territoires colonisés pour les puissances européennes, n'ont souvent pas tenu compte des particularités culturelles et sociales des sociétés locales. Cette imposition externe a conduit à une perception du musée comme une institution étrangère, éloignée des traditions africaines de transmission orale et de gestion communautaire du patrimoine. Ce constat renforce l'importance, aujourd'hui, de repenser les musées africains pour qu'ils soient davantage ancrés dans les réalités locales, participatifs et en phase avec les attentes des communautés.

2.2. Critiques des communautés locales

2.2.1. Perceptions de rejet : absence d'inclusivité et de pertinence locale

Comme le démontre l'analyse ci-dessus, les musées africains sont souvent perçus comme des espaces distants des réalités vécues par les communautés locales. En particulier, les musées urbains ou nationaux sont jugés comme étant déconnectés des préoccupations des populations rurales et des communautés périphériques. Cette absence d'inclusivité suscite un rejet de la part de certaines communautés, qui ne se reconnaissent pas dans les expositions souvent dominées par un point de vue académique ou colonial. L'absence de représentations des savoirs traditionnels ou des pratiques culturelles vivantes renforce cette perception de déconnexion (Assmann, 2011, pp. 131-133). Ainsi, les musées sont parfois vus comme des institutions élitistes, réservées à une classe instruite ou aux visiteurs étrangers, et non comme des lieux où les citoyens ordinaires peuvent s'identifier et participer activement à la transmission de la mémoire culturelle. Cette exclusion culturelle

alimente une forme de rejet vis-à-vis de ces institutions, qui ne semblent pas répondre aux attentes des populations locales.

2.2.2. Déconnexion entre les collections et les réalités contemporaines

Un autre point de critique majeur réside dans le fait que les collections des musées ne reflètent souvent pas les réalités contemporaines des sociétés africaines. Beaucoup de musées en Afrique subsaharienne sont encore organisés selon des paradigmes hérités de l'époque coloniale, où les objets sont mis en valeur selon des critères de classification occidentaux, éloignant ainsi les artefacts de leurs significations culturelles profondes. Cette situation se justifie par le manque d'affluence des populations et surtout des communautés productrices des objets conservés dans ces musées. Ces communautés devraient en principe se bousculer aux portes des musées pour communier avec leurs artefacts, or ce n'est pas le cas. De plus, l'absence de nouvelles acquisitions contemporaines peut donner l'impression que ces musées sont figés dans le passé (Coombes, 1994, pp. 190-200). Pour les communautés locales, cette déconnexion entre les objets du passé et les enjeux sociaux, politiques et économiques actuels constitue une source de frustration. Les musées sont perçus comme des lieux où les réalités de la modernité et des luttes identitaires contemporaines sont absentes, voire ignorées.

2.3. Une légitimité contestée

2.3.1. Opposition entre élites culturelles et populations locales

Les musées africains sont souvent confrontés à une opposition entre les élites culturelles, qui défendent la conservation des collections en tant que patrimoine national, et les populations locales, qui remettent en question leur légitimité en raison de l'absence de dialogue avec les réalités locales. Cette opposition reflète une tension entre une vision centralisée du patrimoine, contrôlée par l'État et les institutions culturelles, et une vision plus décentralisée, où les communautés locales revendiquent leur droit à une gestion plus autonome et plus respectueuse de leurs traditions et de leurs mémoires collectives (Bénédicte Savoy, 2018, pp. 35-40). Les musées sont alors perçus comme des espaces où les décisions sont prises par des élites déconnectées des préoccupations locales. Dans des pays comme le Nigéria ou la Côte d'Ivoire, les musées ont été critiqués pour leur manque de participation des communautés dans la définition de l'identité muséale et des stratégies de préservation du patrimoine (Assmann, 2011, pp. 133-135).

2.3.2. Rôle des diasporas dans le débat sur la mémoire collective

Les diasporas jouent également un rôle clé dans la redéfinition de la mémoire collective des sociétés africaines. De plus en plus impliquées dans les débats sur la restitution et la préservation des artefacts culturels, les diasporas représentent un lien important entre le passé colonial et les luttes contemporaines pour la reconnaissance et la justice mémorielle. En effet, les communautés africaines à l'étranger sont souvent perçues comme des acteurs privilégiés dans le processus de décolonisation des musées et de restitution des objets culturels (Coombes, 1994, pp. 200-210). Ainsi, les diasporas sont vues comme des médiateurs dans la construction d'une mémoire collective décolonisée, en réclamant la restitution des objets tout en veillant à ce que les musées africains deviennent des espaces de dialogue véritablement inclusifs et représentatifs des diverses communautés culturelles du continent.

Au regard de ce qui précède, on retient que les musées africains, en tant qu'espaces de mémoire, jouent un rôle fondamental dans la construction des récits identitaires postcoloniaux. Toutefois, leur légitimité est remise en question par les critiques des communautés locales, qui dénoncent une déconnexion avec leurs réalités et un manque d'inclusivité. Cette situation expose les tensions entre les élites culturelles, les populations locales et les diasporas, qui revendiquent toutes leur place dans la redéfinition de la mémoire collective. Les musées africains doivent ainsi évoluer pour mieux répondre aux attentes et aspirations de toutes les parties prenantes.

3. Repenser le rôle des musées : vers une transformation inclusive

Dans un contexte où les musées africains doivent relever de nombreux défis, la nécessité de repenser leur rôle se fait de plus en plus pressante. Pour devenir des espaces véritablement inclusifs, ces institutions doivent non seulement moderniser leurs infrastructures, mais aussi adapter leurs approches narratives et renforcer leur ancrage local. Par ailleurs, les musées doivent jouer un rôle actif dans le domaine de la diplomatie culturelle, notamment en exploitant leur potentiel de dialogue interculturel et de coopération régionale et internationale.

3.1. Modernisation des infrastructures et des approches narratives

3.1.1. Réformes nécessaires pour adapter les musées aux besoins contemporains

Les musées africains doivent se réinventer pour répondre aux besoins contemporains, en particulier ceux liés aux nouvelles attentes

du public et aux avancées technologiques. Ces réformes doivent concerner non seulement les infrastructures muséales, mais aussi les approches narratives utilisées pour valoriser les collections et les objets. Il est essentiel d'intégrer des espaces plus interactifs, des technologies immersives et des dispositifs participatifs, tout en veillant à la conservation et à l'accessibilité des collections. L'objectif est de faire des musées des lieux vivants, où le public peut à la fois apprendre, dialoguer et interagir avec les objets et les récits (Savoy, 2018, pp. 45-50).

3.1.2. Exemples de projets réussis

Un exemple frappant de cette modernisation est le grand projet muséal à Cocody, porté par le Ministère en charge de la Culture. Ce projet prévoit la création d'un musée d'art contemporain aux normes en 2025, qui mettra en lumière les artistes africains et leurs œuvres dans un espace moderne et interactif. Le musée visera à marier tradition et innovation, en offrant des expositions multimédia et en intégrant des éléments de scénographie moderne pour rendre l'expérience plus immersive. Ce type de projet démontre comment les musées peuvent se moderniser pour répondre aux besoins contemporains tout en célébrant l'art et la culture africains. Il s'agit aussi de favoriser un dialogue interculturel à travers des expositions qui relient passé et futur de manière innovante et engageante.

3.2. Renforcement de l'ancrage local

3.2.1. Médiation culturelle participative

La médiation culturelle participative est une approche fondamentale pour renforcer l'ancrage local des musées. Il est primordial que ces institutions soient perçues non seulement comme des lieux de conservation, mais aussi comme des espaces vivants où les communautés locales peuvent participer activement. Cela passe par l'intégration de programmes éducatifs interactifs, la mise en place d'ateliers culturels, de visites guidées menées par des membres de la communauté, et la création d'expositions collaboratives qui impliquent le public dans la création même de l'exposition (Coombes, 1994, pp. 210-220). Un exemple intéressant est celui du Musée des Civilisations de Côte d'Ivoire, qui, à travers son programme de médiation culturelle, la création de son site Web, la formation à la numérisation 3D des collections, la réhabilitation des locaux, la mise en récit et la scénographie pour la nouvelle exposition qui accueillera le tambour-parleur *Djidji Ayôkwè*, offre aux visiteurs la possibilité de découvrir l'histoire et la culture authentique ivoirienne, tout en favorisant une approche interactive. Ce riche

programme inclut des conférences, des projections de films, et des ateliers permettant aux visiteurs d'interagir directement avec les objets, ce qui enrichit l'expérience muséale et rapproche le musée de la population locale.

3.2.2. Intégration des communautés dans la gestion et les expositions

Pour garantir l'inclusivité des musées africains, il est crucial d'intégrer les communautés dans la gestion et la conception des expositions. Cela permet de s'assurer que les récits racontés sont pertinents et représentent véritablement les différentes populations du pays. L'implication des communautés dans la gestion des musées, qu'il s'agisse de l'élaboration des expositions, de la conservation ou de l'organisation d'événements, permet de rendre le musée plus accessible et plus en phase avec les réalités locales. Cette approche peut être particulièrement bénéfique dans les contextes où les musées sont accusés d'être déconnectés des préoccupations des populations locales. Des initiatives comme celle du Musée de l'Université de Lagos, qui a intégré des éléments de la culture locale dans ses expositions, démontrent l'impact positif de cette approche participative. L'ouverture du musée aux communautés et à leurs idées contribue à renforcer sa légitimité et à élargir son public.

3.3. Développer une diplomatie culturelle proactive

3.3.1. Coopération régionale et internationale (CEDEAO, UNESCO)

Les musées africains ont également un rôle important à jouer dans la diplomatie culturelle, notamment en renforçant la coopération régionale et internationale. Les institutions comme la CEDEAO et l'UNESCO sont des partenaires clés dans le soutien à la culture et à la préservation du patrimoine. En collaborant avec ces organisations, les musées africains peuvent non seulement obtenir un soutien financier, mais aussi échanger des pratiques muséologiques, organiser des expositions itinérantes et participer à des projets de restitution d'objets culturels.

La coopération régionale, à travers des initiatives comme le projet de restitution du patrimoine culturel africain, permet de renforcer les capacités des musées tout en soutenant la réconciliation avec l'histoire coloniale. Un exemple en est le partenariat entre la Côte d'Ivoire et la France dans le cadre du projet de restitution des objets culturels pillés lors de la colonisation, qui illustre l'importance de la collaboration entre institutions nationales et internationales (Sarr & Savoy, 2018, pp. 25-30).

3.3.2. Utilisation des musées comme plateformes de dialogue interculturel

Les musées africains doivent également être conçus comme des plateformes de dialogue interculturel, où différentes cultures et communautés peuvent se rencontrer et échanger. Ces espaces peuvent servir de lieux de négociation et de compréhension mutuelle, en permettant des discussions ouvertes sur les questions liées à la colonisation, à la restitution des objets culturels, et aux défis contemporains des sociétés postcoloniales. Le rôle des musées dans le cadre des dialogues interculturels est essentiel pour promouvoir une mémoire collective partagée et pour restaurer la dignité et la fierté des peuples africains (Assmann, 2011, pp. 155-160).

Les expositions temporaires sur des thèmes tels que l'esclavage, la décolonisation, et les cultures traditionnelles peuvent être des leviers puissants pour engager le public dans une réflexion critique et constructive. Par exemple, les musées peuvent organiser des débats publics, des conférences internationales, et des événements culturels qui permettent de renforcer les liens entre les peuples africains et leurs diasporas, tout en tissant des relations plus solides entre l'Afrique et le reste du monde. Ainsi, repenser le rôle des musées africains dans le monde contemporain nécessite une approche inclusive qui passe par la modernisation des infrastructures, la formation des personnels, la participation des communautés locales, et une diplomatie culturelle proactive. En adoptant des pratiques plus inclusives, en repensant leurs approches narratives et en renforçant leur coopération internationale, les musées peuvent jouer un rôle déterminant dans la réconciliation des sociétés postcoloniales et la construction d'une mémoire collective décolonisée. Ces transformations permettront aux musées africains de devenir de véritables lieux de dialogue, de partage et de redécouverte, offrant ainsi un avenir plus juste et plus inclusif pour leurs populations.

Conclusion

Les musées africains subsahariens, en tant qu'institutions porteuses de mémoire et de patrimoine, jouent un rôle crucial dans la construction d'une identité nationale résiliente, notamment face aux fractures laissées par l'histoire coloniale. Cependant, leur légitimité et leur efficacité restent interrogées par les populations locales, les diasporas et les critiques internes et externes, en raison des tensions entre les attentes sociétales, les contraintes structurelles et les

héritages coloniaux. Ce paradoxe entre leur potentiel et leurs limites soulève des enjeux fondamentaux, à savoir, la capacité des musées à devenir de véritables espaces inclusifs de dialogue, de réconciliation et de construction d'une mémoire partagée. Dans cet article, nous avons démontré que, bien que les musées africains soient confrontés à des défis de taille — tels que le poids politique, des infrastructures obsolètes, un manque de ressources humaines et une légitimité questionnée par une partie de la population — ils peuvent se réinventer grâce à une série de stratégies visant à moderniser leurs approches et à renforcer leur ancrage local. Ces réformes passent par une modernisation des infrastructures muséales, la participation des communautés locales à la gestion des collections, ainsi qu'une diplomatie culturelle active qui intègre les musées dans les dynamiques internationales de restitution et de dialogue interculturel. À travers des exemples concrets, tels que la modernisation du Musée des Civilisations ou les initiatives de médiation culturelle dans plusieurs pays, il est possible de voir que la transformation des musées subsahariens ne relève pas seulement de la modernisation physique, mais aussi de la nécessité de repenser leur fonction sociale et éducative. Les musées doivent devenir des espaces de médiation et de rencontre, où les récits de l'histoire coloniale sont réinterprétés pour engager une réflexion critique sur le passé tout en permettant aux communautés de se projeter dans l'avenir.

Les perspectives pour l'avenir des musées africains subsahariens passent par plusieurs axes à savoir celui de Renforcer l'ancrage local et communautaire. En effet, une des recommandations essentielles est de mettre en place des modèles de gestion plus participatifs, où les communautés sont non seulement spectatrices, mais actrices de la construction du discours muséologique. Cela inclut la formation des acteurs locaux, l'intégration des savoirs traditionnels et la création de partenariats solides avec les autorités locales et les groupes communautaires. Il est aussi question de Redéfinir les narratives et les stratégies éducatives. En la matière, il s'agit pour les musées d'être des espaces d'éducation active, capables de tordre les récits hérités et de proposer des alternatives décolonisées. Cela implique la création de programmes éducatifs ouverts, interactifs et délibérément inclusifs, permettant de renforcer la fierté nationale et de promouvoir un sentiment de communauté dans un cadre postcolonial. Adopter une diplomatie culturelle proactive paraît indispensable à la visibilité du musée. En effet, dans un contexte de restitution des objets culturels, les musées doivent renforcer leurs partenariats avec les instances

internationales telles que l'UNESCO et la CEDEAO, mais aussi créer de nouvelles formes de coopération bilatérale pour assurer la conservation et la circulation des biens culturels dans un cadre respectueux des droits des peuples. Enfin, une autre recommandation est de Moderniser les infrastructures muséales : L'une des priorités doit être la rénovation et l'adaptation des infrastructures muséales, en intégrant les nouvelles technologies de conservation et de médiation. Cela permettra d'améliorer l'expérience muséale tout en rendant les musées plus accessibles aux publics contemporains. En conclusion, le présent article met en évidence le rôle central que peuvent jouer les musées africains subsahariens dans la réconciliation des sociétés postcoloniales et la redéfinition de l'identité nationale. S'ils parviennent à se réinventer en répondant aux attentes des communautés locales tout en dépassant les héritages coloniaux, ces institutions pourront devenir des espaces de dialogue intergénérationnel et interculturel, porteurs d'espoir pour la construction d'une mémoire collective partagée, plus inclusive et résiliente.

Bibliographie

- AFRIMUHERE, 2023, *Rapport annuel sur la restitution du patrimoine culturel africain*, pp. 12-15.
- ANNABI, Chedlia, 2014, *Manuel de gestion des musées africains*, Publications de l'Organisation islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture -ISESCO-1435H, p.11.
- ASSMANN, A. 2011, *Cultural Memory and Western Civilization: Functions, Media, Archives*. Cambridge University Press, pp. 120-135.
- ASSMANN, A. 2011, *Cultural Memory and Western Civilization: Functions, Media, Archives*. Cambridge University Press, pp. 141-143.
- ASSMANN, A. 2011, *Cultural Memory and Western Civilization: Functions, Media, Archives*. Cambridge University Press, pp. 155-160.
- BENEDICT, Burton, 1991, *The Anthropology of World's Fairs: San Francisco's Panama Pacific International Exposition of 1915*. University of California Press, pp. 54-80.
- COOMBES, A. E. 1994, *Reinventing Africa: Museums, Material Culture, and Popular Imagination in Late Victorian and Edwardian England*. Yale University Press, pp. 180-210.

- COOMBES, A. E. 1994, *Reinventing Africa: Museums, Material Culture, and Popular Imagination in Late Victorian and Edwardian England*. Yale University Press, pp. 210-220.
- KNELL, Simon J. 2007, *National Museums: New Studies from Around the World*. Routledge, pp. 172-189.
- MEMEL, S. 2018, *Le trafic illicite des biens culturels : le cas des musées de Côte d'Ivoire*, Thèse de Doctorat, IRES-RDEC, Lomé, 381p.
- NDORO, Webber, & WIJESURIYA, Gamini, 2015, *Heritage Management and Conservation: From Colonization to Globalization*. Routledge, pp. 15-30.
- NDORO, Webber, & WIJESURIYA, Gamini, 2015, *Managing Cultural Heritage: Challenges and Prospects for Museums in Africa*. In *Museums and Restitution: New Perspectives*, Cambridge University Press, pp. 130-135.
- NORA, Pierre, 1984, *Les Lieux de Mémoire* (Vol. 1). Gallimard, pp. 7-24.
- NORA, Pierre, 1984, *Les lieux de mémoire*. Gallimard, Tome 1: "La République", pp. 23-43.
- SARR, F., & SAVOY, B. 2018, *Rapport sur la restitution du patrimoine culturel africain*. UNESCO, Paris, pp. 18-20.
- SARR, F., & SAVOY, B. 2018, *Rapport sur la restitution du patrimoine culturel africain*. UNESCO, Paris, pp. 25-30.
- SAVOY, B. 2018, *La restitution des œuvres d'art africaines: Les nouveaux défis*. Le Monde Diplomatique, pp. 30-35.
- SAVOY, B. 2018, *La restitution des œuvres d'art africaines: Les nouveaux défis*. Le Monde Diplomatique, pp. 35-40.
- SAVOY, B. 2018, *La restitution des œuvres d'art africaines: Les nouveaux défis*. Le Monde Diplomatique, pp. 45-50.